



# IFJ Lex

Édition périodique : 27 mars 2020

## Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

**Cliquez sur les liens bleus pour consulter les documents sur notre site web.**

### Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

### Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

### Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

### Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via [redac\\_igo@igo-ifj.be](mailto:redac_igo@igo-ifj.be). Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

# Tables des matières

<b>Actualités des hautes juridictions .....</b>	<b>4</b>
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) .....	4
2. Cour de justice.....	4
3. Cour constitutionnelle.....	8
4. Cour de cassation .....	9
<b>Universités – Barreaux – Associations - Autres .....</b>	<b>9</b>
1. Universités.....	9
2. Barreaux .....	10
3. Autres .....	10
<b>Actualités du Parlement.....</b>	<b>10</b>
1. La justice et la Chambre des représentants .....	10
2. Autres législations - liens utiles .....	10
<b>Contact .....</b>	<b>11</b>

# Actualités des hautes juridictions

## 1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

### Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n° 237](#)

## 2. Cour de justice ([www.curia.europa.eu](http://www.curia.europa.eu))

### Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information : 23 au 27 mars 2020](#)
- [Lettre d'information : 9 au 13 mars 2020](#)
- [Lettre d'information : 2 au 6 mars 2020](#)
- [Newsalert : 26 maart 2020](#)
- [Newsalert: 16 maart 2020](#)
- [Newsalert: 9 maart 2020](#)
- [Newsalert : 3 maart 2020](#)

### Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-81/19](#) – Conclusions du 19/3/2020 - Demande de décision préjudicielle – Protection des consommateurs – Directive 93/13/CEE – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Crédit en devise – Clause de taux de change – Article 1er, paragraphe 2 – Clause contractuelle qui est l'expression d'un principe général inscrit dans la législation – Article 6, paragraphe 1 – Conséquences juridiques – Annulation des clauses abusives – Impossibilité de maintenir le contrat sans la clause abusive – Pouvoirs du juge national
- [C-234/18](#) – Arrêt du 19/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Procédure de confiscation des avoirs illégalement acquis en l'absence d'une condamnation pénale – Directive 2014/42/UE – Champ d'application – Décision-cadre 2005/212/JAI

- [C-517/17](#) – Conclusions du 19/3/2020 - Renvoi préjudiciel — Espace de liberté, de sécurité et de justice — Politique d’asile — Directive 2013/32/UE – Procédures communes pour l’octroi et le refus de la protection internationale — Article 33 — Demandes irrecevables — Article 33, paragraphe 2, sous a) — Rejet d’une demande d’asile à la suite de l’octroi de la protection internationale dans un autre État membre — Articles 14 et 34 — Absence d’entretien personnel — Conséquences — Procédures de recours — Article 46 — Droit à un recours effectif — Examen complet et ex nunc — Possibilité ou non pour une juridiction de réparer la carence d’une autorité responsable de la détermination qui n’a pas mené un entretien personnel
- [C-86/19](#) – Conclusions du 11/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Transport aérien international – Convention de Montréal – Responsabilité des transporteurs aériens en matière de bagages – Perte avérée d’un bagage enregistré – Indemnisation – Conditions pour l’octroi de la somme maximale d’indemnisation – Charge de la preuve – Standard de preuve requis – Nature des preuves requises – Autonomie procédurale des États membres – Principes d’équivalence et d’effectivité
- [C-314/18](#) – Arrêt du 11/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Décision-cadre 2002/584/JAI – Mandat d’arrêt européen – Article 5, point 3 – Remise subordonnée à la condition que la personne concernée soit renvoyée dans l’État membre d’exécution afin d’y subir la peine ou la mesure de sûreté privatives de liberté qui serait prononcée à son encontre dans l’État membre d’émission – Moment du renvoi – Décision-cadre 2008/909/JAI – Article 3, paragraphe 3 – Champ d’application – Article 8 – Adaptation de la condamnation prononcée dans l’État membre d’émission – Article 25 – Exécution d’une condamnation dans le cadre de l’article 5, point 3, de la décision-cadre 2002/584/JAI
- [C-511/17](#) – Arrêt du 11/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 93/13/CEE – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Contrat de prêt libellé en devise – Article 4, paragraphe 1 – Prise en compte de toutes les autres clauses du contrat aux fins de l’appréciation du caractère abusif de la clause attaquée – Article 6, paragraphe 1 – Examen d’office par le juge national du caractère abusif des clauses figurant dans le contrat – Portée
- [C-659/18](#) – Arrêt du 12/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2013/48/UE – Article 3, paragraphe 2 – Droit d’accès à un avocat – Circonstances dans lesquelles le droit d’accès à un avocat doit être garanti – Défaut de comparution – Dérogations au droit d’accès à un avocat – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Droit à une protection juridictionnelle effective
- [C-125/18](#) – Arrêt du 3/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 93/13/CEE – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Contrat de prêt hypothécaire – Taux d’intérêt variable – Indice de référence fondé sur les prêts hypothécaires des caisses d’épargne – Indice découlant d’une disposition réglementaire ou administrative – Introduction unilatérale d’une telle clause par le professionnel – Contrôle de l’exigence de transparence par le juge national – Conséquences de la constatation du caractère abusif de la clause
- [C-34/19](#) – Arrêt du 4/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Rapprochement des législations – Services de télécommunications – Mise en œuvre de la fourniture d’un réseau ouvert de télécommunications – Directive 97/13/CE – Taxes et redevances applicables aux licences individuelles – Régime transitoire instituant une redevance au-delà de celles autorisées par la directive 97/13/CE – Autorité de la chose jugée attachée à un arrêt d’une juridiction supérieure estimé contraire au droit de l’Union
- [C-183/18](#) – Arrêt du 4/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière pénale – Décision-cadre 2005/214/JAI – Reconnaissance et exécution des sanctions pécuniaires infligées aux personnes morales – Transposition incomplète d’une décision-cadre – Obligation d’interprétation conforme du droit national – Portée

- [C-679/18](#) – Arrêt du 5/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 2008/48/CE – Contrats de crédit aux consommateurs – Article 8 – Obligation de vérification par le prêteur de la solvabilité du consommateur – Réglementation nationale – Opposabilité de la prescription à l’exception de nullité du contrat soulevée par le consommateur – Article 23 – Sanctions – Caractère effectif, proportionné et dissuasif – Juge national – Examen d’office du respect de ladite obligation
- [C-897/19 PPU](#) – Conclusions du 27/2/2020 - Accord EEE et droit de recevoir des services – Confiance mutuelle et régime d’asile européen commun – Règlement Dublin III et États associés à l’espace Schengen – Demande d’extradition adressée par un État tiers à un État membre de l’Union européenne concernant un ressortissant de l’EEE – Octroi de l’asile par cet État membre de l’EEE, avant l’acquisition de la nationalité, à un ressortissant de l’EEE qui fait l’objet d’une demande d’extradition, octroi motivé par le risque d’être exposé à des traitements inhumains ou dégradants et de faire l’objet d’une procédure pénale inéquitable en cas de refoulement vers l’État tiers demandeur – Arrestation et détention par un État membre de l’Union européenne en vue d’extrader un ressortissant de l’EEE aux fins des poursuites pour la même infraction que celle envisagée dans le cadre de la procédure d’asile dans l’État AELE – Discrimination en raison de la nationalité dans le cadre d’une extradition – Accord international entre l’Islande, le Royaume de Norvège et l’UE relatif à la procédure de remise et à la coopération judiciaire en matière pénale – Sur le point de savoir si l’État membre requis est tenu d’informer l’État de l’EEE de la demande d’extradition de l’État tiers – Sur le point de savoir si un État membre de l’Union européenne est tenu de remettre un ressortissant de l’UE à son État d’origine plutôt que de faire droit à la demande d’extradition d’un État tiers – Arrêt Petruhhin de la Cour – Risque d’impunité – Articles 4, 19 et 47 de la charte des droit fondamentaux
- [C-41/19](#) – Conclusions du 27/2/2020 - Demande de décision préjudicielle – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence pour statuer en matière d’obligations alimentaires – Règlement (CE) n° 4/2009 – Compétence pour statuer sur une action en opposition à l’exécution d’une décision en matière d’obligations alimentaires
- [C-25/19](#) – Arrêt du 27/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Directive 2009/138/CE – Représentation d’une entreprise d’assurance non-vie – Représentant domicilié sur le territoire national – Signification ou notification des actes – Réception de l’acte introductif d’instance – Règlement (CE) n° 1393/2007 – Non-applicabilité
- [C-18/19](#) – Conclusions du 27/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Directive 2008/115/CE – Normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier – Article 16, paragraphe 1 – Réention à des fins d’éloignement – Réention dans un établissement pénitentiaire – Ressortissant de pays tiers représentant une menace grave pour l’ordre public ou la sécurité publique – Principes d’efficacité et de proportionnalité – Garanties minimales – Possibilité de placement en réention dans un établissement pénitentiaire avec des personnes en détention provisoire – Article 15 – Contrôle juridictionnel – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Articles 1er à 4, 6 et 47
- [C-803/18](#) – Arrêt du 27/2/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 15, point 5, et article 16, point 5 – Assurance de “grands risques” – Clause attributive de juridiction conclue entre le preneur d’assurance et l’assureur – Opposabilité de cette clause à la personne assurée
- [C-133/19, C-136&137/19 \(Affaire belge\)](#) – Conclusions du 19/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Droit au regroupement familial – Directive 2003/86/CE – Article 4 – Notion de “mineur” – Article 18 – Droit de contester en justice la décision de rejet d’une demande de regroupement familial – Article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Droit à un recours effectif – Ressortissants de pays tiers âgés de moins de 18 ans au moment de l’introduction de leur demande de regroupement familial – Acquisition de la majorité au cours



de la procédure administrative – Acquisition de la majorité durant la procédure juridictionnelle – Date déterminante pour apprécier la qualité de “mineur” des intéressés

- [C-24/19 \(Affaire belge\)](#) – Conclusions du 3/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Directive 2001/42/CE – Évaluation des incidences de certains “plans et programmes” sur l’environnement – Évaluation environnementale stratégique – Notion de “plans et programmes” – Conditions relatives à l’installation d’éoliennes établies par un arrêté réglementaire et une circulaire administrative – Conséquences juridiques de l’absence d’évaluation environnementale stratégique – Possibilité, pour un juge national, de maintenir provisoirement les effets des actes nationaux
- [C-717/18 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 3/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Décision-cadre 2002/584/JAI – Mandat d’arrêt européen – Article 2, paragraphe 2 – Exécution d’un mandat d’arrêt européen – Suppression du contrôle de la double incrimination du fait – Conditions – Infraction sanctionnée par l’État membre d’émission d’une peine privative de liberté d’un maximum d’au moins trois ans – Modification de la législation pénale de l’État membre d’émission entre la date des faits et la date d’émission du mandat d’arrêt européen – Version de la loi à prendre en considération pour vérifier le seuil du maximum de peine d’au moins trois ans
- [C-402/18 \(Affaire belge\)](#) – Conclusions du 4/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Politique d’immigration – Retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier – Parent d’un enfant mineur atteint d’une grave maladie devenu majeur au cours de la procédure d’appel relative au rejet de la demande d’autorisation de séjour – Ordre de quitter le territoire – Directive 2008/115 – Article 13 – Recours juridictionnel avec effet suspensif – Article 14 – Garanties dans l’attente du retour – Besoins de base – Octroi d’une aide sociale au parent – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Articles 7, 24 et 47 – Relation de dépendance entre le parent et l’enfant gravement malade
- [C-100/19 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 5/3/2020 - Renvoi préjudiciel – Rapprochement des législations – Secteur des télécommunications – Utilisation harmonisée du spectre radioélectrique dans les bandes de fréquences de 2 GHz pour la mise en œuvre de systèmes fournissant des services mobiles par satellite – Décision no 626/2008/CE – Article 4, paragraphe 1, sous c), article 7, paragraphe 1, et article 8, paragraphe 1 – Éléments terrestres complémentaires – Autorisations délivrées par les États membres – Obligation pour l’opérateur de desservir un certain pourcentage de la population et du territoire – Non-respect – Incidence
- [C-384/18 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 27/2/2020 - Manquement d’État – Article 49 TFUE – Services dans le marché intérieur – Directive 2006/123/CE – Article 25, paragraphes 1 et 2 – Restrictions aux activités pluridisciplinaires des comptables

### Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles](#)  
Date de la décision de renvoi : 17 janvier 2020  
Date de dépôt : 6 février 2020
  - 1) Convient-il d’interpréter la Nomenclature Combinée, telle qu’elle figure à l’annexe 1 du règlement (CEE) no 2658/87 du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique du tarif douanier commun – notamment à la lumière des différentes versions linguistiques de la position tarifaire 4409 et des notes explicatives du SH relatives aux positions tarifaires 4407 et 4409 – en ce sens que les marchandises faisant l’objet du

litige au principal, à savoir des planches de bois rabotées dont les 4 coins ont été arrondis sur toute la longueur de la planche, doivent être considérées comme étant « profilées sur toute la longueur » et, partant, classées sous la position tarifaire 4409 ou bien l'arrondi des coins peut-il ne pas être considéré comme étant « profilé sur toute la longueur », auquel cas les marchandises doivent être classées sous la position tarifaire 4407 ?

- 2) La dimension de l'arrondi est-elle déterminante pour le classement sous le poste tarifaire 4407 ou sous le poste tarifaire 4409 ?

- [Juridiction de renvoi : Cour du travail de Liège](#)

Date de la décision de renvoi : 10 février 2020

Date de dépôt : 11 février 2020

- 1) Un recours organisé en droit interne au bénéfice d'un demandeur d'asile invité à faire examiner sa demande de protection internationale dans un autre Etat membre ne présentant aucun caractère suspensif et ne pouvant acquérir un tel caractère qu'en cas de privation de liberté en vue du transfert imminent constitue-t-il un recours effectif au sens de l'article 27 du règlement dit Dublin III ?
- 2) Le recours effectif prévu à l'article 27 du règlement dit Dublin NI doit-il s'entendre comme s'opposant uniquement à la mise en œuvre d'une mesure de transfert contraint durant l'examen du recours dirigé contre ladite décision de transfert ou comme portant interdiction de toute mesure préparatoire a un éloignement, comme le déplacement dans un centre assurant la mise en place d'un trajet de retour à l'égard des demandeurs d'asile invités à faire examiner leur demande d'asile dans un autre pays européen ?

### 3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

#### Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle du 5 mars 2020 – 26 mars 2020](#)

#### Sélection des arrêts de la Cour constitutionnelle

Sélection des publications récentes concernant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle

- [Janvier-février 2020](#)



## 4. Cour de cassation

([https://justice.belgium.be/fr/ordre\\_judiciaire/cours\\_et\\_tribunaux/cour\\_de\\_cassation](https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation))

### Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Février 2020

Actuellement, il est impossible de consulter Juridat via le navigateur Google Chrome. Nous vous conseillons d'utiliser un des navigateurs suivants : Internet Explorer 11, Safari, Opera ou Firefox. Si ceci ne fonctionne pas sur votre ordinateur professionnel, nous vous conseillons de le tester également via votre ordinateur personnel.

- [Cass., 4 février 2020 P19 1044 N](#)  
-> Peine -> Amende et décimes additionnels
- [Cass, 12 février 2020 P 19 0692 F](#)  
-> Protection de la jeunesse
- [Cass, 14 février 2020 C18 0268F](#)  
-> Saisie-arrêt
- [Cass., 14 février 2020 C19 0108F](#)  
-> Société en liquidation

### Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour

- [Libercas février 2020](#)

# Universités – Barreaux – Associations - Autres

## 1. Universités

### KU Leuven – Newsletter Droit du travail

Cette newsletter veut, de manière brève, donner un aperçu de l'actualité des derniers mois, le cas échéant, accompagné d'une explication concise.

- [Nieuwsbrief Arbeidsrecht nr. 2020/2 \(NL\)](#)

## 2. Barreaux

### Barreau d'Anvers

Newsletter 'Prometheus législation' issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Législation : 6 mars – 17 mars 2020 \(NL\)](#)
- [Prometheus Législation : 8 février – 5 mars 2020 \(NL\)](#)

## 3. Autres

### Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl ([www.rechtspraak.nl](http://www.rechtspraak.nl))

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(mars 2020\) \(NL\)](#)

# Actualités du Parlement

## 1. La justice et la Chambre des représentants

### Questions et réponses parlementaires (1<sup>ère</sup> session de la 55<sup>e</sup> législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(13 février 2020\)](#)

## 2. Autres législations - liens utiles

### Liens statiques

- [Justel](#)
- [Jure-juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Senlex](#)

# Contact

## Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via [redac\\_igo@igo-ifj.be](mailto:redac_igo@igo-ifj.be). Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.